

## La crise agraire en Bolivie :

### entre agriculture « ethnique » et agriculture de rente dans la mondialisation

*« La civilisation paysanne sera toujours vaincue, mais elle ne sera jamais écrasée entièrement ; elle survivra sous sa carapace de patience, pour exploser de temps en temps, et la crise mortelle se perpétuera ».*

*Carlo LEVY in « Le Christ s'est arrêté à Evola »*

#### *« Le poncho et la cravate doivent enfin cheminer ensemble »<sup>1</sup>*

Les Andes constituent un milieu géographique qui a été de longtemps le plus peuplé de l'Amérique du Sud. Une ancienne paysannerie très typée s'y est progressivement enracinée dès le VI<sup>e</sup> millénaire en élaborant des formes d'agriculture d'autant plus originales qu'elles s'inscrivaient dans une diversité de milieux écologiques sans équivalent ailleurs.

L'empire Inca s'est surimposé, à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, sur une mosaïque de principautés aux cultures avancées et bâtit un ensemble politique qui unifia l'ensemble andin en le marquant d'une empreinte profonde, malgré une durée d'existence limitée à deux siècles.

L'irruption des conquérants espagnols mit à bas l'édifice et imposa des bouleversements qui transformèrent la majorité des paysans en quasi-serfs, ne laissant subsister ensuite que des communautés rurales aux terroirs réduits, une partie des terres étant concédée aux colons espagnols sous forme de grands domaines de la Couronne espagnole, les *encomiendas*.

Si l'avènement de la République, en 1825, était porteur de promesses de reconnaissance des droits fonciers des Indiens, elles furent oubliées ainsi que la suppression du tribut dû par les communautés indiennes.

Au contraire, une politique foncière de remises en cause du *statu quo*, fut instaurée. Elle culmina avec les décrets d'expropriation de 1866 et 1874 ; ils permettront, jusqu'en 1920, l'aliénation d'une partie des terres des communautés. Néanmoins, en 1952, après un long mûrissement, une mobilisation pré-insurrectionnelle des ruraux aboutit à la réforme agraire de 1953<sup>2</sup> qui redistribua principalement les grands domaines de la partie andine du pays. On aurait pu croire le problème de fond réglé. Or, il n'en fut rien car cette réforme, confiée à des instances bureaucratiques sous forte influence des cercles du pouvoir, fut pervertie au profit d'intérêts particuliers.

Depuis une dizaine d'années, la multiplication des mouvements sociaux puis la formation de syndicats paysans révolutionnaires qui exigent maintenant une agriculture « ethnique » s'opposant aux normes capitalistes, indiquent que la paysannerie andine est à nouveau en ébullition. Cette situation détache, avec les nouvelles tensions foncières, les occupations de terres ou la revendication de grands domaines en orient, qu'une tradition de résistance active que beaucoup pensaient périmée a retrouvé une partie de sa force ancienne.

Aujourd'hui, autant que le destin précaire du paysannat bolivien, c'est peut-être aussi la survie du fragile État bolivien qui paraît remis en cause. D'un côté, une partie du paysannat traditionnel revendique le retour à la communauté ancestrale de l'*Ayllu*, tandis que de « nouveaux agriculteurs », avec les *cocaleros*, insérés dans le lucratif marché mondial de la coca-cocaïne soit indirectement pour les uns, soit directement pour les autres, exigent une liberté totale par rapport à un État perçu comme injustement coercitif qui entend imposer l'objectif de la « *coca zéro* »...

Paysans sans terres, *comunarios* andins pauvres et producteurs de coca des tropiques se dressent ainsi contre l'État, contre la mondialisation économique, et contre les formes d'une économie capitaliste contrôlée par les États-Unis, avec de grands domaines modernes qui dominent l'orient bolivien.

<sup>1</sup> Un des slogans électoraux du parti MAS (*Movimiento Al Socialismo*) d'Evo Morales, élu président de la République bolivienne, le 18 décembre 2005.

<sup>2</sup> ROUX, J.C. *De la hacienda à la reforma agraria : balance de una transformación radical de la agricultura boliviana. 1825-1950*, 2004.

### **L'historique de la question agraire<sup>3</sup>**

On peut distinguer trois étapes majeures qui caractérisent l'évolution des problématiques du milieu rural en Bolivie comme ailleurs en Amérique andine, avec l'époque précolombienne, la Colonie puis la République créole, la Réforme Agraire et ses conséquences.

#### ***Les temps précolombiens***

Le mode de gouvernement des Incas<sup>4</sup> comme son organisation ont fasciné les auteurs et suscité des théories divergentes car souvent marquées par une vision sociale<sup>5</sup> utopique. Les quelques bribes d'informations fiables disponibles indiquent néanmoins le rôle de soubassement essentiel joué par les communautés rurales, les *ayllus* d'antan, dans un système hiérarchisé d'essence théocratique<sup>6</sup>.

Ces communautés étaient organisées en chefferies, avec leur terroir partagé entre l'usage collectif et l'usage familial privatif. L'État Inca recevait un tribut en nature, avec une part des récoltes, des corvées pour ses grands travaux et des recrues pour l'armée.

Pour la formation du paysage agricole, le trait dominant est l'adaptation des formes agricoles de haute montagne à des conditions climatiques qualifiées d'extrêmes donc limitatives car imposant de sévères disciplines dans les techniques agricoles usitées<sup>7</sup>.

L'*ayllu* s'inscrivait dans un système original d'occupation et de valorisation du sol dit de l'archipel andin. Il s'étendait sur un territoire aux ressources diversifiées grâce à des extensions cultivées sur les divers seuils écologiques, ce qui permettait la diversité et la complémentarité des ressources agricoles. Cette organisation<sup>8</sup>, basée sur le droit du sol et du sang, permettait ainsi de cimenter le milieu rural et de répondre aux défis d'une agriculture de montagne.

#### ***De la Conquête à la République***

L'installation de la colonisation devait bouleverser radicalement cette organisation spatiale<sup>9</sup> comme déliter ses bases humaines et sociales. Le premier souci de l'Espagne fut, en effet, d'assurer le contrôle foncier. En conséquence, le gros des terres fut partagé en vastes domaines (les *encomiendas*, au nombre de 300 selon P. Chaunu) concédés aux capitaines de la conquête, puis un contrôle plus ou moins serré des populations fut instauré aussi bien au niveau politique, que religieux ou économique.

À cette fin, le système des *repartimientos* permit de redistribuer une population rurale d'autant moins nombreuse que les guerres de la conquête suivies de vagues de grandes épidémies eurent un impact désastreux sur la démographie. Le *repartimiento* assurait, sous la houlette d'un grand propriétaire espagnol, le contrôle politique et religieux des Indiens, un prêtre étant prévu pour chaque unité de 2 000 sujets.

Néanmoins, le vice-roi Toledo en 1570, conscient de la nécessité d'attacher le paysan à la terre en lui donnant un foyer enraciné et contrôlé par l'autorité coloniale, légalisa la reconstitution de communautés remodelées démographiquement et territorialement. L'objectif recherché était le fonctionnement efficace de la *mita*<sup>10</sup>, essentiel pour assurer l'exploitation minière qui fut, de longtemps, la seule activité économique d'une importance capitale pour l'Espagne, avec l'exportation de l'argent.

À côté de l'obligation abhorrée de la *mita*, l'Indien de la communauté devait un tribut au roi d'Espagne - devenu successeur de l'Inca dans la mythologie coloniale - et d'abord fixé en nature, ainsi qu'une série d'impôts additionnels, notamment pour le clergé. Des commissions, dites de « *visitas* », vérifiaient périodiquement l'état de la population des *ayllus* assujettie à l'impôt.

---

<sup>3</sup> Voir l'ouvrage de J.C. ROUX qui reprend globalement les aspects de cette problématique : *La question agraire en Bolivie: une déchirure entre utopie millénariste et mondialisation débridée*, 2006.

<sup>4</sup> WACHTEL, N. *La vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole*, 1971. L'auteur insiste sur les fonctions de réciprocité et de redistribution de l'Etat Inca.

<sup>5</sup> BAUDIN, L. *L'empire socialiste des Inkas*, 1928. Voir pour une étude plus rigoureuse KARSTEN, R. *La civilisation de l'empire inca*, 1972

<sup>6</sup> WITTFOGEL, K. 1957. *Oriental despotism*, 1957. Cet auteur est le père du MPA ou « mode de production asiatique » qui confère un rôle majeur au pouvoir politico-théocratique du souverain qui, en Asie, est le maître des terres et l'ordonnateur des grands travaux d'hydrauliques appliqués à l'agriculture.

<sup>7</sup> DOLLFUS, O. *Territorios andinos : reto y memoria*, 1991.

<sup>8</sup> MURRA, J. V. *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*, 1975.

<sup>9</sup> PEASE, Franklin, G.Y. *Las crónicas de los Andes*, 1995. L'auteur met en évidence dans cet ouvrage les transformations des normes spatiales et géographiques entraînée par la Conquista.

<sup>10</sup> Il s'agissait de périodes de travail forcé auxquelles étaient soumis par roulement les Indiens dans le rayon des grands centres miniers de Huancavelica et de Potosi, les vrais moteurs du spectaculaire décollage de l'économie minière du Haut Pérou (Bolivie actuelle) ou audience de Charcas qui dépendait de la vice-royauté de Lima.

Sous la République, à partir de 1825, bien que la citoyenneté ait été reconnue en théorie aux Indiens, le système foncier demeura dans l'état, sauf pour les biens de l'église mis aux enchères. Pourtant Bolivar, l'âme de la libération de l'Amérique espagnole, avait plaidé pour la suppression du tribut et la reconnaissance des droits fonciers des indigènes devenus citoyens. Mais, ces promesses furent démenties par les décrets<sup>11</sup> de Trujillo et Cusco qu'il édicta de 1824 et 1825.

Tromperie sciemment organisée par le Libertador ? En vérité, au temps des rêves avait succédé celui des réalités. Le tribut, les taxes annexes comme les corvées, pour l'entretien des routes et le service du courrier, s'avéraient indispensables, dans une Bolivie naissante mais au Trésor vide, aux campagnes ruinées par la guerre et à l'indépendance menacée par le Pérou dont elle s'était détachée trop précipitamment<sup>12</sup>. Or, le tribut représentait le gros des ressources du nouvel État<sup>13</sup>, soit bon an, mal an, de 40 à 45 % de ses rentrées fiscales... S'en priver, était impensable, la classe créole se refusant à toute réforme fiscale.

L'autre promesse, la garantie de la propriété indigène et de ses droits, fut traitée d'une manière plus oblique. Bolivar, esprit imbu du modèle libéral anglais et admirateur de l'agriculture européenne, ne cachait pas, en effet, ses préventions envers les formes communautaires d'exploitation des terres.

Pour lui, le choix était clair : « *La république repose sur le progrès de l'industrie et le développement des branches productives...* ». Aussi, concernant « ... les *dénommés Indiens* », constatait-il que leur agriculture est négligée donc décadente, car ces terres sont « ... *possédées à titre précaire ou en faire-valoir* ». Or, l'État étant pour lui<sup>14</sup> le seul maître des terres, une nouvelle répartition foncière devait être organisée afin que l'Indien ne dispose que des surfaces satisfaisant à ses besoins<sup>15</sup> alimentaires, l'excédent foncier étant vendu aux enchères. Ainsi, Bolivar mettait en place les principes qui, par la suite, et interprétés restrictivement, permettront aux législateurs républicains de légaliser la dépossession foncière des communautés pour utilité publique.

C'est à partir de 1866 que la politique foncière républicaine s'infléchit brutalement, après quelques tentatives sans suite de remise en cause du statut des communautés. Le dictateur Melgarejo ordonne alors la vente aux enchères des terres que les indigènes des communautés n'auraient pas rachetées dans un délai de 60 jours. En contrepartie, il supprime en 1868 les taxes héritées de la Colonie pesant sur les terres indigènes qui sont déclarées à nouveau propriété du seul État, l'indigène n'étant qu'un usufruitier...

Si Melgarejo a été destitué pour ses excès, non sans avoir provoqué de sanglantes révoltes indiennes, malgré la restitution par le nouveau gouvernement d'une partie des terres spoliées, nombre de communautés avaient disparu définitivement en 1871 lors de sa chute.

Le répit sera de courte durée. En 1874, une nouvelle loi, dite de Séparation foncière (*exvinculación*), assènera le coup de boutoir définitif à de nombreuses communautés. Appliquant à la lettre les recommandations de Bolivar, elle réduit la propriété indigène légale aux seules parcelles jugées utiles à la satisfaction des besoins nécessaires à l'autoconsommation.

Pourquoi ce brutal abandon du statu quo foncier ? L'histoire économique indique clairement qu'après 1860 les revenus du tribut étaient éclipsés par de nouvelles rentrées fiscales liées à la reprise de l'économie minière. De plus, une bourgeoisie d'affaire, en quête de placement et de prestige social, un autre héritage colonial, était en quête de terres libres vendues à bon compte par l'État<sup>16</sup>.

Les séquelles de cette politique d'accaparement foncier se retrouvent fin du XIX<sup>e</sup> siècle où, à l'occasion de la Guerre fédérale opposant les partisans conservateurs de Sucre aux Libéraux de La Paz, le général Pando fit alliance avec les Indiens des communautés aymaras du Nord du département de La Paz et leur chef Zarate Willka contre le parti de Sucre. Mais cette alliance, faite sur de vagues promesses de participation des Indiens au gouvernement comme d'une réparation foncière, fut dénoncée aussi bien par les Libéraux qui entendaient profiter seulement de l'appui indien, que par les Indiens en armes qui, débordant très vite de leurs rôles d'alliés, devinrent de dangereux adversaires potentiels<sup>17</sup>. Une nouvelle répression liquida ces velléités révolutionnaires.

Ce n'est que fin des années 1920 que les agitations foncières s'atténuèrent bien que ponctuées localement de nouvelles spoliations comme d'actes de rébellion.

<sup>11</sup> PIEL, J. *Capitalisme agraire au Pérou*, 1975.

<sup>12</sup> L'indépendance de la Bolivie lui ôte la libre disposition du port d'Arica, seul débouché maritime de son minerai d'argent et l'unique ressource exportée, et inaugure sa longue période d'enclavement qui n'ira que s'aggravant après la Guerre du Pacifique, en 1879, qui permet au Chili d'annexer sa province du littoral, avec l'unique port de Cobija.

<sup>13</sup> OVANDO, J. A. *El tributo indígena en las finanzas bolivianas del siglo XIX*, 1985.

<sup>14</sup> Il était en cela dans le droit-fil du Droit colonial...

<sup>15</sup> Soit, suivant l'article 6 du décret de Cusco, une valeur de 5 000 m<sup>2</sup>, soit un *topo* en zone irriguée et 2 *topos* en zone sèche.

<sup>16</sup> KLEIN, H. *La estructura de las haciendas a fines del siglo XIX en Bolivia : Las provincias del norte del lago Titicaca*, 1991.

<sup>17</sup> CONDARCO MORALES, R. *Zarate, el « terrible » Willka. Historia de la rebelión indígena de 1899*, 1983.

### **La Réforme Agraire de 1953**

Elle a été précipitée par la débâcle bolivienne survenue lors de la Guerre du Chaco, de 1932 à 1935. Elle entraîna l'effondrement du pilier de l'État, l'Armée, comme de la classe politique conservatrice, et suscita la prise de conscience des Indiens boliviens de leur statut de sujétion ainsi que les abus de la conscription l'avaient démontré.

La revendication agraire avait été encouragée par des comités d'intellectuels<sup>18</sup> (et l'influence des penseurs progressistes dont celle des thèses indigénistes du Péruvien C. Mariategui), des syndicalistes et des hommes politiques. Elle aboutit, en 1952, à la faveur d'un climat insurrectionnel dans les campagnes, à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau parti, le MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire) qui avait déjà instauré en 1952 la nationalisation des mines, des chemins de fer, et établi le suffrage universel, jetant ainsi à bas les fondements de « l'oligarchie séculaire » puis, en 1953, promulgua une réforme agraire décidée sous la pression des campagnes andines.

Néanmoins, si le projet de réforme agraire était ambitieux, il dut se réduire à une simple redistribution foncière. Faute de moyens comme de techniciens qualifiés, les indispensables mesures d'accompagnement ne purent voir le jour : crédit agricole, soutien technique, créations des infrastructures de base de la santé, de l'éducation, des transports...

Le tableau de la situation de la tenure foncière, telle qu'elle existait en 1950 est significatif.

- **Tableau 1. Répartition des superficies des propriétés en 1950.** Source : *1 Censo Agropecuario de 1950*

<b>Superficie</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Surface</b>
- de 1 ha	24 747	28,75	10 880
1 – 4,9	26 451	30,62	62 997
20 – 49,9	4 832	5,59	142 414
50 –199	5 014	5,81	478 291
200 – 999	4 033	4,67	1 805 405
1 000 – 9 999	4 797	5,55	13 871 111
+ 1 0 000	615	0,71	16 233 954
Sans information	1 217	1,41	8 750
<b>Totaux</b>	<b>86 377</b>	<b>100</b>	<b>32 749 849*</b>

\**Soit 379 ha en moyenne par propriété.*

Ainsi la micropropriété de moins de 5 hectares représentait 59 % de l'ensemble des propriétaires et 2 % des propriétés, alors que les grands domaines de plus de 2 500 hectares détenaient 80 % des terres pour 4 % de la catégorie et 10 millions d'hectares environ.

Avant de procéder à la réforme foncière, un préalable capital fit débat : devait-on appliquer un schéma de redistribution uniforme pour toute la Bolivie ? Ou bien tenir compte des sensibles différences régionales comme des différents types de valorisation agricole existants entre l'Altiplano et les llanos orientaux ? Le gouvernement dut disjoindre les deux cas, pour des raisons politiques comme techniques.

Dans les Andes, la petite propriété dominait dans les communautés, de plus, les ouvriers agricoles des grandes haciendas étaient nombreux et sans terres, et nombre de petits exploitants à l'étroit exigeaient un agrandissement de leurs terres. Or, c'est chez eux que le MNR avait trouvé ses meilleurs soutiens et des revendications urgentes à satisfaire.

En Orient, au contraire, la population était réduite et dispersée ; de plus, la grande propriété était plus difficile à parceller car souvent en régime d'indivision et les terres avaient d'abord une vocation pastorale ; autre raison politique, l'Orient était marqué par un fort esprit régionaliste, voire séparatiste après la défaite du Chaco. De plus, les États-Unis attentifs à leur développement, y avaient dépêché, en 1943, la mission Bohan<sup>19</sup> qui favorisa le démarrage d'une importante aide de coopération<sup>20</sup>.

Aussi décida-t-on d'appliquer un schéma inverse au massif andin. Avec l'aide publique et internationale, l'objectif fut de réhabiliter économiquement donc de pérenniser l'hacienda en lui donnant

<sup>18</sup> Voir l'article de BARRERA, T. *Algunos datos de la historia de una dominación.* 41-68, in *Ecrire la domination en Amérique latine*, 2004. L'auteur note que Mariategui (dans *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*) compare l'indigénisme au *mujikismo* de la littérature russe prérévolutionnaire. Réflexion qui débouche sur l'instrumentalisation de « la question indigène » par certains groupes d'extrême gauche et qu'on pourrait énoncer ainsi : « *Derrière l'indigène se cache le prolétaire, instrument de la lutte anti-capitaliste* ».

<sup>19</sup> BOHAN, M. *Informe de la Misión Económica de los Estados Unidos a Bolivia*, 1943.

<sup>20</sup> *US Army Hand book for Bolivia*, 1963.

appui technique et financier, certes sous réserve de certaines réformes techniques (embauche de main-d'œuvre, extension des cultures correspondant aux besoins nationaux)<sup>21</sup>.

Ainsi la réforme agraire, telle qu'elle fut appliquée, a pérennisé une partition entre le *minifundio* andin et les terres orientales consacrées aux cultures commerciales faites au sein de grands domaines modernes en extension régulière, biens équipés et disposant de capitaux.

- **Tableau 2. Bilan de la restructuration foncière par la Réforme Agraire (en ha.).** Source : Reforma Agraria.

Département	Superficie redistribuée	Propriétés expropriées	Titres distribués	Familles bénéficiaires
<b>Chuquisaca</b>	1 124 502	1 417	41 468	29 297
<b>La Paz</b>	1 612 856	2 471	114 163	68 539
<b>Cochabamba</b>	1 190 166	1 911	74 069	51 962
<b>Oruro</b>	435 446	195	7 001	6 629
<b>Potosi</b>	1 116 814	663	42 002	24 423
<b>Santa Cruz</b>	1 755 901	1 362	18 165	13 293
<b>Tarija</b>	347 880	729	9 838	6 094
<b>Beni</b>	1 447 000	499	1 079	970
<b>Pando</b>	6 759	23	78	78
<b>Total</b>	9 039 276	9 270	307 863	201 285

Ce tableau masque de fortes différences régionales dues aux différents types de milieux écologiques comme d'activités agricoles dominantes. Pour les départements à dominante andine, la redistribution oscille entre 27 hectares en moyenne, cas de Chuquisaca et Potosi, 14 pour La Paz, 16 pour Cochabamba et 62 pour les terres de *puna* d'Oruro. Pour l'Orient, les valeurs sont plus fortes, avec 96 hectares pour Santa Cruz, 326 pour Tarija et 1 341 hectares pour le Beni. Les chiffres disponibles ne permettent pas d'apprécier les dotations foncières au profit des communautés qui disposaient, en 1950, de 6,6 millions d'hectares.

Ce sont les conséquences de ce double système de tenure foncière, aggravées par l'extension incontrôlée des grands domaines orientaux sur les terres neuves qui sont aujourd'hui invoquées pour expliquer la crise en cours.

### **La condition du paysan andin bolivien**

La crise actuelle s'est développée à partir des années 1990, avec la détérioration économique du secteur rural andin comme avec la montée d'une forte contestation syndicale.

Le syndicalisme le plus militant possède ses racines dans l'Altiplano, mais qui se sont étendues, avec un autre type de revendication, dans le Chapare devenu la grande zone de production de feuilles de coca récupérées pour la fabrication de cocaïne depuis les années 1970.

### **La communauté en crise**

La crise de la communauté est ancienne et présente des facettes multiples qui sont :

- Démographiques, avec la forte croissance enregistrée depuis 1950.
- Sociales, avec un bas niveau scolaire et un mauvais état général de la santé publique.
- Économiques, avec des exploitations réduites souvent à l'autosubsistance familiale.
- Globale, avec l'absence d'infrastructures de base et d'insertion dans le marché.
- Culturelles, avec son isolement dans un cadre marginalisé socio-économiquement et conservant langues et cultures indigènes.

<sup>21</sup> ARRIETA, M. & Alli. *Agricultura en Santa Cruz : de la encomienda a la empresa modernizada*, 1990.

Déjà, en 1851, Dalence<sup>22</sup>, auteur de la première étude sur l'agriculture bolivienne, détachait les fortes disparités socio-économiques séparant les communautés des grands domaines ; après lui, avec la politique d'aliénation des terres indigènes, cet écart ne fit que se creuser.

Une analyse qui ne peut être ici que succincte des divers paramètres significatifs indique, en effet, que la communauté subit en premier lieu une crise démographique profonde car liée aux conséquences des fortes migrations soit urbaines, soit vers les régions orientales, soit vers l'étranger<sup>23</sup>, et engagées à partir des années 1950 corrélativement à la mise en place de la Réforme Agraire.

En 2001 le constat est là : beaucoup de jeunes ont déserté les campagnes, nombre de femmes sont devenues agricultrices à plein-temps, les hommes ne revenant au mieux que pour les semailles et les récoltes. Aussi la moyenne d'âge des agriculteurs se situe au-delà des 40 ans. Le tissu communautaire continue à souffrir de marginalisation par rapport aux infrastructures publiques existantes d'où l'intensité des migrations qui depuis 50 ans ont dépeuplé certaines provinces pauvres.

L'exode rural a retenti sur l'exploitation agricole soumise à émiettement depuis cinquante ans ; aussi les conséquences se font sentir, avec la réduction des cultures et des longues jachères traditionnelles, donc la baisse des rendements. Parallèlement, la difficulté d'obtenir un appui du crédit agricole, faute de pouvoir donner des garanties sur un bien inaliénable et indivis, empêche les achats de terres, d'équipements agricoles ou d'utilisation des intrants. Aussi, dans nombre de communautés ou de *minifundios*, l'exploitant en est-il réduit à poursuivre les pratiques ancestrales, à labourer avec des charrues primitives, à ne pouvoir compter que sur des rendements faibles et, faute de transport, à ne pas pouvoir accéder au marché pour y négocier ses productions. Enfin, une partie de ces petits exploitants ne se maintient que par les aides familiales, régulières ou intermittentes, reçues de parents installés dans les villes ou à l'étranger, mais aussi du secteur informel, avec la redistribution d'une partie des revenus issus de l'exploitation de la coca illicite. Ces apports, s'ils permettent un niveau de vie moins précaire, sont aussi démobilisateurs pour tenter de dynamiser des exploitations de faible rentabilité.

Dernier point important, les communautés et *minifundios* les plus démunis sont ceux qui se trouvent dans des aires culturelles où se conserve l'influence des cultures autochtones, aymara ou quechua, mais restées souvent ignorées des Pouvoirs Publics. Cette autre relégation socioculturelle explique les phénomènes de résistances et d'oppositions suscitant la création de contre-pouvoirs locaux et régionaux, et la montée dans les Andes, mais aussi en Orient pour des raisons différentes, de la revendication d'une reconnaissance du fait ethnique rural.

### **Le minifundio**

L'analyse concernant la communauté est vérifiable aussi, pour une partie de ses paramètres au moins, pour le *minifundio*, soit environ 500 000 unités familiales<sup>24</sup>. Le *minifundio*, selon les constats faits par de nombreux spécialistes, est de plus en plus décroché de l'économie nationale, de plus en plus relégué dans une agriculture de subsistance, de plus en plus dépendant des aides publiques, internationales ou apportées par les nombreuses ONG (900 en 1997) présentes dans le pays.

**-Tableau 3. L'évolution de la population active rurale (en %). 1900-2 001\*. Source INE-recensements.**

<b>1900</b>	<b>1950</b>	<b>1976</b>	<b>1992</b>	<b>2 001*</b>
<b>77,5</b>	<b>72,8</b>	<b>47,9</b>	<b>44</b>	<b>37,8</b>

Même en limitant du tiers voire de moitié le nombre réel de *minifundios*, il est indéniable que la grande majorité des petits paysans, et particulièrement ceux de l'Altiplano, vit dans des conditions précaires de pauvreté voire d'indigence, même si les chiffres avancés sont discordants pour en mesurer le degré réel.

Les statistiques nationales comme internationales en témoignent clairement.

<sup>22</sup> DALENCE, J. M. *Bosquejo estadístico de Bolivia*, 1851.

<sup>23</sup> CORTES, G. *Partir pour rester*, 2002.

<sup>24</sup> On peut épiloguer sur ce chiffre, récupéré politiquement, et variable du tiers selon les auteurs. Il paraît surestimé nettement par rapport aux dernières statistiques du recensement de 2001 concernant l'évolution en pourcentage et en forte baisse de la population rurale active en Bolivie.

- **Tableau 4. Indice de pauvreté en Bolivie.** Source : *Informe de desarrollo humano en Bolivia*, 2002. PNUD.

Indicateurs	Milieu urbain	Milieu rural	National
<b>Incidence globale de la pauvreté</b>	<b>47</b>	<b>81,7</b>	<b>62,7</b>
<b>% d'indigence</b>	<b>21,6</b>	<b>58,8</b>	<b>36,8</b>

Le principal problème de l'exploitant d'un *minifundio* situé hors d'une communauté résulte de sa difficulté à augmenter sa production agricole, faute de pouvoir disposer d'un volant de terre supplémentaire et d'équipement technique. Les raisons sont simples : soit les terres en vente n'existent pas, soit elles sont chères, soit on ne vend que des parcelles d'une certaine taille ou éloignées ; aussi existe-t-il un indéniable blocage à l'accès à la terre des petits paysans.

Cette situation peut paraître paradoxale, et difficile à entendre, surtout dans un pays où la densité de population est nettement inférieure à 10 au km<sup>2</sup> !

#### **La paralysie du système foncier**

Le laxisme qui est inhérent à la redistribution foncière entreprise depuis 1953 est certainement une des principales causes de la crise actuelle et des conséquences socio-économiques qui en résultent. Négligeant de prendre des mesures de soutien pour le petit paysannat, même lorsque la situation du pays redevint plus favorable, les divers gouvernements se sont été désintéressés de la gestion du patrimoine foncier permettant ainsi une gabegie sans précédent.

- **Tableau 5. Répartition des terres (en millions d'hectares) de 1953 à 2000.** Source : *CNRA*, 2001\*.

<b>Distribution du CNRA*</b>	44 180 000	40,2 %
<b>Système national des terres populaires protégées</b>	19 000 000	17,2 %
<b>Concessions forestières, loi 1 700</b>	6 700 000	6,1 %
<b>Demandes indigènes</b>	19 400 000	17,6 %
<b>Usage limité (raisons écologiques)</b>	20 605 100	18,8 %
<b>Total</b>	109 885 100	100 %

*CNRA* : Conseil national de réforme Agraire

Le tableau indique l'importance des terres redistribuées (ou réclamées) notamment en Orient, pour les communautés indigènes comme le quasi-épuisement des réserves foncières cultivables du Domaine Public. Il signale que sur près de la moitié du territoire national les petits paysans ont reçu en moyenne nettement moins de terres que les entrepreneurs agricoles. Fraude, favoritisme, clientélisme (un ministre ne reçut-il pas gratuitement 50 000 hectares !) donnent la mesure de l'aberrante redistribution entreprise.

- **Tableau 5. Répartition des terres attribuées.** Source : *CNRA*, 2001.

	Petits paysans	%	Autres	%	Total
<b>Terres distribuées</b>	20 643 439	47	23 516 953	43	44 160 292
<b>Nombre de bénéficiaires</b>	470 070	72	182 559	28	625 629
<b>Surface moyenne</b>	44	/	129	/	/

Ainsi de 1953 à 1993, le problème de l'instauration d'une politique de soutien et d'intégration socio-économique du petit paysannat n'a pas abouti dans la partie andine. De plus, si les migrations ont allégé la pression démographique, le *minifundio* est en crise. Or, faute de réserves foncières, la redistribution de terres vacantes est devenue très limitée à cause de l'accaparement foncier qui s'est effectué partout, aussi bien au profit de particuliers<sup>25</sup> que de communautés dont les terres sont inaliénables en droit.

<sup>25</sup> Qui conservent parfois des portefeuilles fonciers importants et en quasi-friches, à cause du laxisme fiscal...

### **Une nouvelle réforme : la loi INRA**

La loi INRA (ou de l'Institut National de Réforme Agraire) a été promulguée en 1996 après une concertation entre les professionnels, mais elle a été condamnée par le syndicat paysan andin le plus actif, la CSUTBC comme par certains cercles de réflexion.

Pour résumer l'essentiel<sup>26</sup>, cette loi a pour objectif central d'assurer la cohérence d'une politique agraire donnant la priorité aux besoins fonciers des communautés et des petits paysans, tout en assurant la sécurité juridique de leurs titres et des exploitations privées soumises aux revendications foncières.

La loi réaffirme le principe d'une redistribution foncière soit à partir des terres du Domaine, soit de terres privées expropriées pour non-respect des obligations fiscales, ou pour un usage des sols incompatibles avec leurs aptitudes pédologiques.

Trois instruments majeurs forment l'ossature de la loi INRA<sup>27</sup> :

- La vérification des titres fonciers jugés douteux légalement ou erronés techniquement.
- La constitution d'un cadastre général qui soit une référence absolue du droit foncier.
- L'attribution de titres fonciers pérennes car légalisés.

Ces opérations de vérification (dite d'assainissement) impliquent les communautés aussi bien que les particuliers. Mais elles sont rendues d'autant plus délicates que de nombreux transferts fonciers ont été réalisés sans enregistrements notariés, et donc provoquent des remous et des dissensions internes qui expliquent l'accueil souvent hostile fait aux vérifications de terrains.

Pour mesurer l'ampleur de la tâche, il suffit de savoir que ces opérations concernent une superficie comprise entre 10 et 20 millions d'hectares, auxquelles s'ajoutent en 2003 de nouvelles et importantes revendications en cours qui doublent presque ces demandes, pouvant donc exiger une durée de dix ans et le maintien d'un important financement de la Banque mondiale. Il est à rappeler aussi, pour bien mesurer le pari tenté, qu'à ce jour il n'existe pas de cadastre rural complet, hormis celui des lots urbains et de quelques zones d'importance variable, notamment à Santa Cruz.

Une autre disposition légale est prévue ayant l'objectif de pallier à la détérioration de la situation économique des *minifundios*, avec l'établissement d'une surface minimale interdisant de nouveaux morcellements, donc impliquant un régime d'indivision forcée.

Il était normal que la promulgation de la loi INRA cristallise deux conceptions diamétralement opposées du devenir des formes de l'agriculture bolivienne, l'une communautaire, l'autre capitaliste :

- L'une, au nom du réalisme économique, recommande des mesures assurant l'intégration à un marché des terres agricoles<sup>28</sup> des terres gelées par le régime communautaire, comme de celles occupées par un *minifundio* jugé économiquement obsolète.
- L'autre, à l'inverse, prône le passage à une agriculture à fondement « ethnique » qui s'inspire d'un modèle devenu peu ou prou mythique, l'*ayllu*. Il sert de référence justificative aussi bien à une opposition absolue au modèle économique néolibéral, qu'aux thèses de la protection de l'environnement et du développement durable.

### **Retour à l'Ayllu : un rempart contre la mondialisation ?**

La réaction de rejet de la Loi INRA s'est d'abord déroulée sur le terrain syndical puis, ensuite et naturellement, elle a envahi le champ politique en même temps qu'une large réflexion intellectuelle accompagnait ce mouvement.

L'analyse critique des cercles intellectuels a abouti à l'émergence d'un double et nouveau concept, celui d'une Bolivie pluriethnique donc pluriculturelle, d'une part, et rompant avec la pression du marché international instauré par le néolibéralisme, d'autre part. C'est la thèse du katarisme le plus dur et qui a été ensuite relayée par d'autres groupes.

---

<sup>26</sup> Voir le numéro spécial de la revue UMBRALES, 2001.

<sup>27</sup> VARGAS VEGA, J. (Coordinateur). *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA, 2 t., La Paz, 2003.

<sup>28</sup> Il nous paraît intéressant de présenter une des critiques représentatives de « la tendance moderne » dans ce débat : « *De fait, la philosophie implicite qui ressort est que le pays doit continuer à être un pays de natifs qui vivent de cueillette, chasse et pêche. Ceci va à l'encontre de la marche en avant de l'humanité qui, depuis des milliers d'années d'évolution, est passée du stade de la prédation à l'agriculture pour obtenir une meilleure productivité* ». ZEBALLOS, H. « *Reflexiones sobre la ley INRA* », 2001.



### ***De l'exaltation de la Bolivie rurale indienne***

Les prémisses d'une revendication foncière fondée sur une base ethnique trouvent leur fondement officiel dans les attendus<sup>29</sup> qui justifient historiquement, socialement et économiquement la loi de réforme agraire édictée en 1953.

On doit préciser que la population recensée comme indigène représentait en 1950, 1,7 million de personnes contre 1 million de non indigènes<sup>30</sup>. Quant au secteur agricole, il représentait 72 % de la population économiquement active (PEA) dont 82 % pour celle d'origine dite indigène.

Ces attendus survolent brièvement l'histoire rurale, des Incas à la colonisation espagnole. La situation créée par l'exploitation coloniale aboutit aux révoltes sanglantes de Tupac Amaru, Julian Apaza et des frères Katari à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui revendiquaient la restitution de leurs terres usurpées et la fin des exactions administratives comme privées. L'indépendance, est-il consigné, vit :

*«... les Créoles féodaux, trompant les aspirations politiques et économiques qui avaient impulsé la Guerre d'Indépendance, au lieu de détruire l'héritage colonial, en réalisant une authentique révolution nationale et démocratique, consolidèrent la concentration des terres au profit de quelques latifundistes et maintinrent ainsi la condition servile, le retard culturel et l'oppression politique de la majorité de la population nationale, mettant à mal ainsi les possibilités d'un développement ultérieur sur des bases économiques et capitalistes».*

Ensuite, est-il noté, la pénétration capitaliste laissa intacte le système agraire, et mit les intérêts nationaux à son profit : « ... convertissant le pays en une semi colonie mono productrice de produits extractifs étranglant complètement l'économie traditionnelle d'autoconsommation agricole ». Aussi les féodaux possesseurs de la terre, « ... en étroite alliance avec le consortium minier », se refusèrent à toute évolution progressiste dans les campagnes et :

*« ... interdirent à la race aborigène toute vie civilisée, et par leur implication directe ou non aux massacres périodiques d'ouvriers et paysans, ils ont démontré leur incapacité à évoluer en accord avec les nécessités historiques du pays ».*

En conséquence, constatant que :

*« ... la forme actuelle d'une partie importante de la propriété rurale est établie sur la base de la spoliation des indigènes, la fraude légale et les exactions administratives, elle est injuste [...] et irrationnelle »,* aussi toutes ces terres doivent être « ... Restituées au domaine de l'État, pour les fins de colonisation, immigration et autres nécessités et intérêts publics ».

Un autre des considérants est intéressant par les conséquences sociales en milieu rural et indigène qu'il décrit et dénonce :

*« La spoliation de la propriété indigène et le régime de servitude, maintenu tout au long de la période républicaine, se sont traduits également par l'analphabétisme de 80 %<sup>31</sup> de la population adulte [...], la dépréciation des traditions artistiques, des valeurs du folklore national et des qualités ethniques des travailleurs natifs ».*

Les mauvaises conditions d'hygiène de l'habitat, l'absence d'assistance médicale, la dénutrition, « ... expliquent d'effrayantes statistiques de morbidité et mortalité ainsi que l'ont démontré de nombreuses études de chercheurs nationaux et étrangers ». Aussi, en conformité avec le programme du MNR qui exprime « la volonté de la grande majorité des ouvriers et paysans », est-il décidé :

- D'attribuer des terres agricoles aux paysans sans terres comme aux petits exploitants à l'étroit en expropriant les grands propriétaires.
- De restituer aux communautés indigènes les terres qui leur furent usurpées.
- De libérer les travailleurs agricoles de leur condition de servitude, en proscrivant les services et obligations personnelles gratuites.
- De promouvoir les migrations internes des ruraux qui sont trop concentrés dans la zone andine, afin de rationaliser sur l'étendue du territoire la distribution démographique, affirmer l'unité nationale et intégrer économiquement l'orient avec l'occident.

<sup>29</sup> CASTILLO AVENDANO, (de) W. *Compilación legal de la Reforma Agraria en Bolivia*, 41-95, 1955.

<sup>30</sup> Selon le recensement de 1950, avec une forte concentration dans les départements andins.

<sup>31</sup> 69 % selon le recensement de 1950, mais 80 % pour Chuquisaca et de Potosi.

Ces attendus, nourris du généreux lyrisme idéologique réformateur de l'époque, nécessitent une explicitation. Les auteurs scientifiques aboutissent, en effet, à des constats plus affinés et plus balancés. La période inca, n'a pas été l'âge d'or idéal - tel qu'avancé par certains auteurs - du paysan inscrit dans la structure de l'*ayllu*, la communauté rurale précolombienne. Il était soumis à un étroit contrôle étatique comme à une planification de ses productions agricoles, payait un tribut, était réquisitionné pour effectuer des corvées régulières comme par la conscription.

Contrairement aux affirmations des considérants cités, la propriété indigène n'a pas été systématiquement spoliée par les lois coloniales espagnoles, pas plus ensuite que par celles du régime républicain, au moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Melgarejo.

Le vif reproche fait aux « *Créoles féodaux* » de n'avoir pas entrepris, à partir de 1825, « *une révolution nationale et démocratique mettant aussi à bas le système foncier latifundiaire* » paraît quelque peu anachronique, surtout si l'on met en parallèle les délais qui furent requis pour assurer l'avancée des réformes sociales et économiques dans les pays européens avancés de l'époque. Certes, il est indéniable qu'avec l'indépendance la pression foncière du capitalisme se développe, et trouve son apogée à partir des lois de dépeuplement prises sous Melgarejo, mouvement qui perdure jusqu'aux années 1920, non sans incidents graves.

Il est certes vrai que l'économie bolivienne, après l'indépendance, se résume à une économie d'enclave minière exportant du minerai brut. Néanmoins, il est tout aussi exact qu'une partie des grands domaines proches des grandes villes et des centres miniers, a été bien valorisée pour l'époque et a assuré en gros les besoins alimentaires, malgré des disettes voire des famines liées aux péripéties climatiques frappant les provinces pauvres de l'Altiplano.

Ces mises au point faites, on ne peut qu'adhérer aux constats sur l'arriération d'une grande partie des campagnes surtout les plus marginales. L'état de profonde déficience de la médecine publique par exemple, le ministère de la santé publique n'ayant été créé qu'en 1938, est bien attesté<sup>32</sup>. Presque tous les indicateurs propres à l'état médical de la population bolivienne sont négatifs au recensement de 1950, et catastrophiques pour les provinces dont la population rurale est dominante. Il en est de même pour l'éducation, les infrastructures publiques.

La dépréciation du fait indigène est alors monnaie courante, les langues indigènes considérées comme une survivance archaïque alors que l'enseignement en milieu rural reste embryonnaire, le statut social des indigènes est dévalorisé, enfin leur participation à la vie politique est restée quasi-symbolique.

Face à cette situation, le programme de réforme agraire a affiché des objectifs généreux et ambitieux. Mais, après plus de trente ans d'application, la désillusion devait l'emporter car, contrairement à son objectif majeur, la redistribution foncière n'a pas réussi :

- À donner des terres aux familles dépourvues...
- N'a pas remédié aux profondes disparités foncières existant aussi au sein des communautés, où existent de grands domaines de caciques et de familles fondatrices...

De plus, sa lisibilité a été mise à mal par la reconnaissance de l'utilité publique des grandes exploitations modernes et capitalistes en orient, un objectif tout aussi clairement assigné par la réforme de 1953. De même, malgré ses exhortations, elle n'a pas réussi à mettre en pratique une politique d'intégration et d'ascension sociale significative du milieu indien. Ce faisant, par ses considérants historiques, économiques et sociaux, la Réforme Agraire de 1953 a jeté les bases dans l'opinion et chez l'élite progressiste de la future contestation radicale des institutions et de l'unité du pays, avec l'exigence d'une nouvelle revendication foncière exigée dans le cadre du retour à une agriculture ethnique.

### ***Une remise en cause révolutionnaire : le kattarisme et le phénomène du Mallku***

La question agraire est marquée, depuis les années 1980, par la multiplication des actions et des prises de positions d'un chef syndicaliste, Felipe Quispe. Ce dernier qui a emprunté le pseudonyme de « Mallku » (ou *araca* ou cacique), titre chargé de connotations mythiques de l'époque Inca, a fait irruption sur la scène d'un débat agraire resté longtemps réduit à ses aspects technocratiques.

Le verbe haut et n'hésitant pas à recourir aux formules triviales, cet homme provocant est aussi un homme d'action se targuant de son passé de guérillero d'extrême gauche. À la tête de ses croquants andins il est devenu le *deus ex machina* des événements en cours dans les Andes boliviennes.

La genèse de la ligne syndicale intransigeante incarnée par le Mallku repose sur une relecture de l'histoire sociale des campagnes car tout est né, selon lui, des illusions et des amertumes laissées par la

---

<sup>32</sup> BALCAZAR, J.M. *Epidemiología boliviana*, 1945.

réforme agraire inachevée de 1953. Selon cette révision, la réforme agraire de 1953 a représenté d'abord la victoire du petit paysannat sur les partis conservateurs. Elle explique ensuite l'appui des syndicalistes paysans au parti de la réforme, le MNR, mais qu'ils ont colonisé pour bénéficier de ses prébendes<sup>33</sup> en délaissant ensuite la cause rurale.

Avec le recul, le seul objectif atteint par les luttes paysannes a été l'abolition du régime de quasi-servitude des ruraux employés comme travailleurs agricoles des ex-haciendas (sauf dans quelques provinces guaranis du piémont andin).

Une autre critique du Mallku met en cause le démantèlement de la production agricole des petits paysans, assuré selon lui par une réforme agraire délibérément sabotée. En conséquence, menacée de famine, la Bolivie a dû recourir à l'aide alimentaire des États-Unis. Ce faisant, elle s'enfermait dans le camp capitaliste et devait en accepter « les diktats ».

Pour riposter à cette situation, le militantisme paysan se ressourça dans les années 1970 avec l'arrivée d'un groupe de jeunes intellectuels. Ils y diffusèrent une idéologie se recommandant du katarisme<sup>34</sup> de 1781, comme de l'héritage de Zarate Willca<sup>35</sup> en 1899.

En réalité, des racines plus anciennes car plongeant dans le passé colonial, expliquent selon une analyse critique<sup>36</sup>, les péripéties des révoltes rurales anticoloniales. La signification sociologique réelle du katarisme a d'abord été celle d'une réaction contre les chefferies ralliées au système colonial : « ... *la majorité des caciques indiens est restée fidèle au roi d'Espagne assurant ainsi l'échec de ces rébellions* »<sup>37</sup>, tout autant que contre l'Espagne.

L'émergence de ce groupe aymara katariste déboucha, en 1979, sur un mouvement d'agitation en milieu rural concomitant aux soubresauts politiques que vivait alors le pays ; ainsi les kataristes s'opposèrent, avec le blocage des routes, au coup d'État du colonel Natusch. Leur position confortée, ils fondèrent la CSUTCB (*Confederación de los Sindicatos Unidos de los Trabajadores Campesinales Bolivianos*) qui devint leur instrument d'action.

Hors des Andes, au contraire, le mouvement indigène resta anodin jusqu'aux années 1990 ; le Chaco comme l'Orient étaient alors considérés par les intellectuels andins de La Paz comme de lointaines régions exotiques restées extérieures à la matrice andine<sup>38</sup>. De plus, le conservatisme de la faible population rurale présente en Orient laissait en sommeil la question agraire, malgré l'importance de l'accaparement foncier qui se réalisait.

### ***Un paysannat marginal mais intégré au marché mondial : les cocaleros du tropique du Chapare***

C'est à partir des années 1970 que le Chapare, resté longtemps une zone tropicale quasi-vierge de colonisation, commença à attirer de petits paysans en quête de nouvelles terres. Ils y découvrirent que la culture de la coca y bénéficiait d'un milieu favorable, aussi entamèrent-ils, à grande échelle, cette activité. Jusqu'en 1970, la coca était restée cantonnée dans son habitat naturel des vallées andines tempérées. Elle donnait lieu, principalement dans les Yungas de La Paz, à une culture très ancienne satisfaisant les besoins de la consommation traditionnelle des ruraux comme des centres miniers de l'Altiplano. Des cartels colombiens, liés au trafic de la coca-cocaïne, vinrent prêter un appui technique et mettre en place les bases d'un système de fabrication clandestine de pâte base de cocaïne ensuite exportée.

La crise minière de l'Altiplano, en entraînant 21 000 licenciements (sur 28 000 postes de mineurs) en 1986, poussa une partie des mineurs, dits « relocalisés » et disposant d'un pécule, à s'installer dans cette zone où les terres en friche abondaient et permettaient l'essor de la coca, une culture alors de très haute rentabilité. La population de la zone, estimée à 3 300 personnes en 1944, atteignit 137 000 habitants en 1992, chiffre d'un recensement jugé sous-estimé.

Un véritable boum de la coca s'en suivit ; alors que les plantations étaient estimées à seulement 4 450 hectares en 1970, elles atteignaient environ 100 000 hectares en 1990. Elles furent accompagnées par l'installation de vastes réseaux de traitement chimique de la coca en pâte base destinée à l'exportation. Ces

<sup>33</sup> LAVAUD, J. P. *L'imbroglie bolivien : turbulences sociales et fluctuations politiques. 1952-1982*, 1987.

<sup>34</sup> Il s'agit de deux frères qui participèrent au soulèvement contre l'Espagne, fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>35</sup> Chef paysan d'origine indienne qui souleva les campagnes lors de la Guerre Fédérale. Voir l'étude de CONDARCO MORALES (1983) que nous citons.

<sup>36</sup> PIEL, J. *Capitalisme agraire au Pérou*, 1975, op. cit., p. 202.

<sup>37</sup> Cette analyse, pudiquement voilée par certains des détenteurs de la mémoire des « insurgences » du passé, montre, si besoin en était, les clivages et les contradictions propres au milieu indien et à ses responsables...

<sup>38</sup> ROUX, J. C. *La Bolivie Orientale*, 2000.

activités lucratives débordèrent ensuite vers les départements de Santa Cruz et du Beni, où elles disposaient d'un réseau d'haciendas isolées où les laboratoires s'installèrent.

On a estimé que ce trafic apportait à sa belle époque, de 800 à 1 000 millions de dollars annuels de retombées locales<sup>39</sup>, soit 5 à 6 % du PIB ; de plus, il impliquait directement 60 000 personnes et leurs familles. Le développement pris par cette production ne pouvait qu'inquiéter les États-Unis, déjà confrontés à l'essor spectaculaire de cette activité en Colombie et au Pérou ; aussi, devant l'inaction jugée complice des autorités locales, commencèrent-ils à appliquer une série de pressions pour y mettre fin.

Développement de la lutte policière, mise en place de plans de reconversion avec des expériences de cultures de substitution, se succédèrent sans grand succès, les surfaces officiellement éradiquées (contre une prime de 2 500 dollars à l'hectare) étant souvent remplacées par de nouvelles plantations ailleurs. Finalement, l'État soucieux d'éviter la procédure de disqualification des autorités de Washington et ses conséquences financières, avec le décret 1008, imposa une politique de limitation drastique de la culture de coca. Elle visait à faire disparaître à terme rapide toute plantation excédentaire ou illégale, en échange d'une aide à des cultures de substitution, tout en préservant les 10 000 hectares de cultures traditionnelles de coca des Yungas<sup>40</sup>, leur habitat ancien et reconnu légalement.

L'élection du général Banzer en 1997, un allié de Washington, accéléra cette politique qui visait l'éradication complète promise par le plan dit « *coca zéro* ». En réaction, les tensions s'exacerbèrent et les incidents se succédèrent, et ce d'autant plus que les cours de la coca avaient baissé brutalement passant de 650 dollars en 1980, à 75 en 1992.

Le Chapare se transforma peu à peu en bastion *cocalero* en état de quasi-dissidence larvée, bien que placé sous haute surveillance policière. Les *cocaleros*, souvent préparés à l'action politico-syndicale du type trotskiste, au moins pour les anciens mineurs, s'organisèrent en disposant de moyens et armes pour déjouer les contrôles ou faire pression. Lors des élections locales et nationales, ils firent élire leurs représentants sous couvert d'un quasi-parti unique régional.

Parmi leurs représentants syndicaux se détacha rapidement la forte personnalité d'Evo Morales, un *cocalero* d'origine aymara, qui prit rapidement un grand ascendant sur ce milieu assez homogène. Homme d'entregent et sachant utiliser les médias, il diffusa non sans brio, par un discours mélangeant la dénonciation de la misère rurale et la revendication de l'identité indienne, l'éloge de la coca. Il accrédita ainsi, surtout à usage du grand public, une défense et illustration de la coca revendiquant l'héritage sacré d'une culture ancestrale, mais servant aussi de médicament traditionnel aux pauvres comme fournissant leur unique moyen d'une subsistance devenue menacée par « l'impérialisme américain ».

Cet amalgame « très tendance » reçut l'appui de certaines ONG, de groupes religieux, comme de personnalités occidentales. Les déplacements soigneusement orchestrés d'Evo Morales à l'étranger lui ont fourni des tribunes complaisantes, et des sympathies internationales (dont lors des événements récents celle du président du Venezuela, H. Chavez). Son message a été ensuite relayé par les écrits d'intellectuels<sup>41</sup>, des conférenciers et *in petto* par une partie des milieux économiques boliviens bénéficiant, directement ou indirectement, des revenus du trafic de la drogue.

Lors des élections présidentielles de 2002, alors que la crise économique battait son plein et que les tensions sur le front de la coca allaient s'aggravant, l'ambassadeur des États-Unis, les principaux acteurs de l'éradication de la coca, commit l'insigne gaffe, au cours d'une intervention télévisée, de demander aux Boliviens de ne pas voter pour Evo Morales. Or, ce dernier, alors candidat à la présidence, menait une dynamique campagne électorale (avec son parti, le MAS ou Movimiento Al Socialismo).

Le résultat de cette bévue magistrale ne se fit pas attendre : le candidat des *cocaleros*, avec 20, 91 % des voix, se plaça en seconde position. Cette situation nouvelle ne pouvait que perturber gravement le jeu électoral traditionnel et mit en position de faiblesse le candidat qui fut élu ensuite, Sanchez de Lozada ; en effet, il ne put disposer de la majorité qualifiée du Congrès (les 2/3 des élus) pour faire aboutir sa politique libérale, par ailleurs jugée trop pro américaine.

Evo Morales a su aussi, fort habilement, sortir du contexte limité à la coca pour s'emparer médiatiquement aussi bien du projet d'extension au Cône Sud du traité de l'ALENA (Association de Libre-échange Nord Américaine ou NAFTA en anglais), qu'il refuse au nom de la souveraineté et de la lutte anti-impérialiste, que le gaz bolivien soit exporté par le Chili, projet qu'il put faire capoter définitivement en octobre 2003.

<sup>39</sup> Une estimation donne 600 millions de dollars pour ces dernières années.

<sup>40</sup> DORY, D. & ROUX, J. C. *De la coca à la cocaïne : un itinéraire bolivien*, 1998.

<sup>41</sup> Ainsi que l'atteste la parution en 2001 de l'ouvrage d'Eusebio Girona, *Coca Immortal*, un des avocats des *cocaleros* et qui produit un vibrant et talentueux hommage à « la feuille divine ».

Cette dernière affaire, qui occupe depuis deux ans une place devenue obsessionnelle dans la société bolivienne par ses enjeux économiques et idéologiques, lui a permis de prouver l'efficacité d'une formule magique pour ses troupes : « *La terre est aux paysans avec les ressources de son sous-sol* ». Cette posture alliant nationalisme et populisme est d'autant plus adroite, dans le contexte local qu'elle associe le nationalisme et l'économie souterraine, aussi l'a-t-elle mis à l'unisson d'une société civile presque unanime<sup>42</sup>.

### ***La redécouverte de l'ayllu comme refuge ethnique***

Le nouveau discours qui est apparu après 1980, en partie sous l'impulsion du katarisme, se ramène à deux grands concepts :

- L'un vise l'État bolivien, en exigeant dans son cadre institutionnel la reconnaissance de son caractère multiculturel ; c'est la tendance légaliste et unitaire qui domine en Orient.
- L'autre, qui est surtout une exigence des Aymaras andins extrémistes, revendique l'autodétermination des nations originaires qui adoptent la communauté rurale comme base économique, politique et culturelle, avec le projet d'aboutir à une nation confédérale Aymara-Quechua-Guarani.

L'État est ainsi devenu la cible privilégiée d'un mouvement paysan endoctriné par les kataristes, et ce d'autant plus qu'il représente pour eux l'agent de la nouvelle stratégie mondialiste d'accumulation du capital dans le cadre d'une mondialisation qu'ils rejettent en bloc.

Un essai<sup>43</sup> récent prend date dans ce débat, car il en éclaire le fond, et ce au moment où la question agraire rebondit et ouvre aussi un large débat intellectuel. Pour Untoja, le nouvel état du monde se situe dans un flux historique en devenir, incarné par la mondialisation mais qui est inacceptable, surtout pour les peuples du Sud qui luttent pour leur indépendance et la liberté de choisir hors de l'ordre économique imposé, leur mode de vie.

Le retour à l'*ayllu* consomme donc une rupture avec le capitalisme et son nouvel avatar qui est représenté par les processus d'une mondialisation qui uniformise la planète et impose un paradigme unique dans une démarche destructrice des identités minoritaires :

*« Retourner à l'ayllu, c'est se rebeller contre une vérité qui s'impose comme la Vérité, c'est aussi questionner un État importateur de valeurs qui condamnent au génocide et à l'éthnocide la nation aymara-quechwa. Retourner à l'ayllu, c'est aussi questionner la transparence totalitaire de la globalisation ».*

Mais ce retour, bien qu'accompagné par une réappropriation de la communauté, ne signifie pas s'enfermer délibérément dans une sorte de forteresse vide et hantée par les mythes et les routines stériles du passé, un reproche courant fait au nom du réalisme à cette thèse :

*« Il n'est pas question d'un retour au passé, vers un modèle de vie archaïque, ce qui serait une idéalisation anti-historique et fallacieuse de l'ayllu ; ces formes d'idéalisation de l'Indien ont seulement valeur dans l'imaginaire répandu en Europe et renforcé par certains courants actuels propres aux ethnologues et indianistes<sup>44</sup> ».*

Si Untoja produit ensuite une vision idéalisée de l'*ayllu*, elle souffre de n'être que peu ou pas appuyée sur des matériaux de terrain, sauf sa propre conviction. Fasciné par l'époque inca - ou le mirage Inca ? - il évacue le socle historique sur lequel se fondaient les civilisations pré-incas notamment celle de Tihuanaco, qui fut aussi un autre exemple « d'empire hégémonique » revendiqué maintenant par les intellectuels aymaras, mais en négligeant indubitablement qu'il reposait sur un fort prélèvement agricole imposé aux communautés...

Les questions fondamentales posées restent ainsi pendantes :

- Comment passer d'un modèle jugé aliénant dans le cadre de l'agriculture de marché, à un nouveau système communautaire autre que l'*ayllu* reconnu comme obsolète par Untoja ?
- Comment refonder un État, ou bien une entité qui fédère les électrons libres formés par une constellation de communautés disparates ?

---

<sup>42</sup> L'exemple du président Hugo Chavez du Venezuela est récupéré par Evo Morales pour son discours anti-américain.

<sup>43</sup> UNTOJA, F. Ch. *Retorno al Ayllu. Una mirada aymara a la globalización*, 2 001.

<sup>44</sup> Untoja récuse sévèrement certains des spécialistes de la question inca (Karsten, Godelier, Wachtel ou Murra aussi bien que Quesnay ou Marx), qui ont proposé une analyse de l'*ayllu* concluant à son caractère de communisme agraire. De plus, ils présentent selon lui l'État Inca comme « une super machine théocratique », mais ils n'expliquent pas les liens entre l'État et l'*ayllu*.

- Comment dégager une rente fiscale équitable, pour subvenir aux indispensables besoins d'une société de plus en plus urbanisée et aux nécessités insatisfaites croissantes ?

### ***La généalogie sociale de phénomène du Mallku***

Les crises qui se sont produites en septembre et octobre 2000, puis plus sanglantes en octobre 2003, et enfin celle de juin 2005, ont été marquées par le quasi-siège de La Paz par les marches paysannes appuyant une revendication à caractère ethnique comme économique anti-libérale. Elles consignent un rejet du politique, de son personnel et de structures étatiques qui ont dysfonctionné, en exprimant ainsi de multiples et souvent confuses aspirations à un changement radical s'appuyant sur des bases nouvelles, mais restant mal identifiées.

Pour de nombreux auteurs<sup>45</sup>, cette situation résulte du colonialisme espagnol conservé dans les structures foncières sous la république naissante et ce jusqu'en 1952, situation qui a abouti à la création de deux modèles. L'un colonial, a été récupéré par l'État créole qui s'est approprié les fonctions économiques, la langue officielle et le politique ; l'autre indigène, a été laissé à lui-même.

Aussi les Indiens ont été cantonnés dans le travail servile, réduits à l'obéissance, poussés à la clandestinité pour pratiquer leur langue méprisée et le culte de leurs dieux interdits. La base du système repose ainsi sur une inégalité intrinsèque, avec : « ... *une culture plus apte pour gouverner et une autre faite pour obéir* » donc deux races : « *une plus humaine et rationnelle que l'autre* ».

Sur un autre thème qui reprend la thèse ancienne du pillage organisé du pays<sup>46</sup>, Garcia considère comme beaucoup d'intellectuels que la politique d'ajustement structurel imposée par le FMI, à partir des années 1980, a répondu à une exigence du Nord donc des États-Unis. Mais cette politique, malgré d'indéniables résultats macroéconomiques, a déstabilisé les flux de travail comme de production des unités familiales et communautaires traditionnellement dirigés vers les villes dont ils assuraient le gros des besoins alimentaires<sup>47</sup>. Dans ce contexte, tous les éléments ont été réunis pour aboutir à une rébellion indigène qualifiée d'abord « d'aymara », et dont les détonateurs ont été, avec la personnalité du Mallku, l'abandon des campagnes pauvres et la revendication au droit à l'existence des *cocaleros*.

Face à ce positionnement revendiquant le sceau de l'historicité, quelle est la portée réelle de ce mouvement donc son devenir futur ? Avec sa forte tonalité millénariste, il trouve le gros de ses troupes principalement dans dix provinces de La Paz et du Nord de Cochabamba, où dominent les paysans pauvres Aymaras, et où ils ont constitué des réseaux efficaces de pouvoirs locaux basés sur la communauté, la municipalité et les chefs syndicaux.

Néanmoins, le mouvement du Mallku, derrière la façade d'unanimité imposée par un chef à poigne, est porteur aussi de profondes fissures qui sont dues aussi bien à sa fermeture sociologique qu'à ses objectifs bornés au seul monde rural. Cela explique la difficulté du mouvement à s'élargir<sup>48</sup> sociologiquement comme son recours à un discours radicalisé à outrance.

Le retour à l'*ayllu*, à l'autonomie totale des ethnies dans un cadre supposé fédéral, à une agriculture se voulant ethnique et repliée sur la communauté donc coupée du marché international, l'exigence du contrôle des ressources du sol et du sous-sol par le seul peuple paysan<sup>49</sup>, tout en excluant les milieux urbanisés majoritaires, sont-ils des objectifs crédibles ?

Le *cocalero*, en effet, a impérativement besoin du marché international et ses revenus sont estimés de 8 à 10 fois supérieurs à ceux des paysans pauvres<sup>50</sup> andins ; l'ouvrier agricole de l'Orient dépend, pour son emploi et ses revenus, de l'entreprise agricole qui est liée elle-même à l'ouverture au marché. Quant aux enseignants et fonctionnaires, ils dépendent d'un État qui vit de l'impôt et des soutiens internationaux. Qu'y a-t-il donc de commun, en dehors de la révolte contre le Pouvoir, entre ces catégories ?

<sup>45</sup> GARCIA LINERA, A. *Sindicato, multitud y comunidad. Movimientos sociales y formas de autonomía política en Bolivia*, 2001.

<sup>46</sup> FRANQUEVILLE, A. *La Bolivie d'un pillage à l'autre*, 2 000.

<sup>47</sup> Cette analyse ne résiste guère aux réalités statistiques car il est clair, pour de nombreux spécialistes au moins, que la Réforme Agraire a créé une rupture de la fourniture de produits agricoles nécessitant le recours à l'aide alimentaire internationale. De plus, les coûts élevés de certains produits sur le marché local a imposé le recours aux importations.

<sup>48</sup> Le parti du Mallku a obtenu 6 % des votes aux dernières élections de 2002, et aucun élus en décembre 2005 aux élections de l'assemblée nationale... En mars 2006, il a perdu la présidence de son syndicat, signe de sa perte d'audience.

<sup>49</sup> Ainsi dans le débat sur le projet de vente de gaz à l'Amérique du Nord, la CSUTBC a fait part de son opposition absolue, les ressources en gaz devant servir aux générations futures.

<sup>50</sup> MANSILLA, H. C. F. « *Los mitos sociales en torno al problema coca-cocaina* », 2 002.

### ***Une nouvelle fracture territoriale Andes/Orient ?***

La Bolivie se trouve devant des perspectives difficiles, que ce soit au niveau politique ou économique :

- Les élections présidentielles<sup>51</sup> de 2001 ont montré le poids pris (26 % des votes) par les partis populistes radicaux (paysans andins du Mallku et *cocaleros* d'Evo Morales)
- Celles qui ont eu lieu le 18 décembre 2005 ont abouti à une victoire attendue, mais qui a pris un caractère quasi triomphal, du candidat Evo Morales et de son parti, le *Movimiento Al Socialismo*, ou MAS.
- Cette victoire, qui pour la première fois en Amérique Latine porte au pouvoir un candidat « indigène », a le mérite apparent de la clarté de son programme : liberté de culture de la coca, refus des contingentements imposés de l'étranger, application d'un programme socialiste à l'économie, et principalement au statut si controversé des hydrocarbures, promotion du fait indigène, réforme fiscale drastique...

Néanmoins, le nouveau pouvoir doit maintenant procéder au traditionnel « ajustement » entre les péremptores professions de foi préélectorales et les complexes et graves choix inhérent à tout pouvoir, surtout s'il est populiste...

Ainsi des questions de fond se posent :

- On peut s'interroger sur le devenir de la Loi INRA, qui s'efforce de remédier aux tares d'une politique foncière chaotique depuis un demi-siècle. Bien que cette loi représente un effort méritoire de conceptualisation cherchant l'équilibre entre grands et petits exploitants et reconnaissant la nécessité de la protection de l'environnement, son avenir paraît bien aléatoire au vu des attentes des ruraux andins comme du fait de ses lenteurs bureaucratiques.
- Le problème du devenir du complexe socio-économique formé par la coca-cocaïne est des plus ardues. Il indique la voie étroite imposée à un État qui, pour sa survie économique, c'est-à-dire l'indispensable aide économique qu'il reçoit depuis 1986, doit accepter les contraintes internationales, mais ce faisant se voit dénier toute légitimité par une partie de sa population.
- Enfin, le tournant incertain que risque de prendre l'affaire de l'exportation du gaz<sup>52</sup> risque de faire éclater au grand jour les aspirations autonomistes des départements de Tarija et de Santa Cruz, une autre réalité historique récurrente.

### ***Conclusion : l'utopie de la mémoire historique contre l'oppression***

Que représente finalement la mondialisation pour le bon sens du paysan andin vivant en exclu de l'État-Nation<sup>53</sup> ?

- C'est le pouvoir politique de la capitale, avec la grammaire codée de ses ministres, experts ou membres des ONG formés à l'étranger et au langage abscons.

- Ce sont les diktats de l'ambassadeur et quasi-proconsul des États-Unis : « *Ne votez pas pour les cocaleros, c'est dangereux pour le pays !* »<sup>54</sup>...

- C'est le pouvoir financier et économique international, vital néanmoins pour un pays sous perfusion économique (500 millions de dollars d'aides diverses annuelles) depuis des décennies, avec ses sigles barbares : FMI, Banque Mondiale, BIRD et leur cortège de recommandations obligatoires, sinon de menaces de sanctions...

- C'est le devenir de l'éradication de la coca-cocaïne, dans les Yungas et le Chapare, avec les agents de la DEA<sup>55</sup> ; ce sont enfin les donations ou livraisons de produits agricoles au rabais qui concurrencent ses propres productions.

Face à cette totalité impériale et étrangère, occulte mais partout présente, que signifie pour lui l'*ayllu* ?

<sup>51</sup> DORY, D. « *Géographie électorale et ethnopolitique en Bolivie* », 239-252, in : Voter dans les Amériques, sous la direction de J.M. Blanquer & All. Editions de l'Institut des Amériques, Paris, 2005.

<sup>52</sup> PERRIER, L. & ROUX, J. C. *Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie*, 2003.

<sup>53</sup> DEMELAS, J. M. *Nationalisme sans Nation*, 1980.

<sup>54</sup> Déclaration répétée à trois reprises sur les médias boliviens, avant les élections présidentielles de 2002...

<sup>55</sup> *Drug and Food Administration*, ou service fédéral des États-Unis de répression du narcotrafic.

C'est d'abord le foyer primordial redevenu un havre mythique de solidarité humaine face à son incompréhension angoissée d'un monde lointain en changement, à la dépossession de son être intime de rural enraciné sous l'effet des pressions extérieures qui pèsent sur lui<sup>56</sup>.

L'*ayllu*, c'est aussi l'indépendance, la vraie, pas celle des élites urbanisées ouvertes aux cultures étrangères, mais celle revendiquant un vouloir vivre selon sa culture et sa tradition paysanne ancestrale, les deux fondamentaux qui tissent sa grille simple de lecture de son monde. Aussi rechigne-t-il à la migration aliénante comme à son corollaire, une urbanisation souvent déshumanisante, les seules solutions des experts technocrates à la crise agricole des petits paysans.

C'est donc sa libération de l'oppression ressentie dans l'imaginaire social, ses retrouvailles avec la mémoire mythique de ses origines et finalement la quête d'une catharsis contre la représentation d'un monde extérieur qui lui est et reste étranger, c'est l'utopie salvatrice, « *un des moteurs de l'Humanité* », écrivait Hegel...

---

<sup>56</sup> GONZALÈS, I. & GOZALVÈS, B. & ROUX, J. C. « *Bolivia : Emergencias de nuevas disparidades espaciales. Analisis cartográfico de los censos de 1976 y 1992* », 2 001.



## Bibliographie citée

- ARRIETA, M. & All. *Agricultura en Santa Cruz : de la encomienda a la empresa modernizada*. EDOBOL, 374 p. La Paz, 1990.
- BARRERA, T. *Algunos datos de la historia de una dominación*. 41-68, in : *Ecrire la domination en Amérique latine*. Editions du Temps, 192 p., Nantes, 2004.
- BALCAZAR, J.M. *Epidemiología Boliviana*. Fundación Patiño, 333 p., La Paz, 1946.
- BAUDIN, L. *L'empire socialiste des Inkas*. Institut d'Ethnologie, 294 p., Paris, 1928.
- BOHAN, M. . *Informe de la Misión Económica de los Estados Unidos a Bolivia*. 3 tomes, 1943 ; Traduction espagnole, Ministerio de Hacienda, La Paz, 1943.
- CASTILLO AVENDANO, (de) W. *Compilación legal de la Reforma Agraria en Bolivia*, ». 41-95, Editorial Fenix, La Paz, 1955.
- CONDARCO MORALES, R. *Zarate, el « terrible » Willka. Historia de la rebelión indígena de 1899*. 2<sup>e</sup> édition, Imp. Renovación, 505 p., La Paz, 1983.
- DALENCE, J.M. *Bosquejo estadístico de Bolivia*. Publication de la UMSA, 339 p. La Paz, 1975.
- DEMELAS, J.M. *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle*. Éditions du CNRS, 227 p., Paris, 1980.
- DOLLFUS, O. « *Los Andes como memoria* », 11-30, In Morlon, P. *Comprendre la agricultura campesina en los Andes Centrales, Perú-Bolivia*. IFEA & CBC, 495 p., Lima 1996.
- DORY, D. & ROUX, J.C. . « *De la coca à la cocaïne : un itinéraire bolivien* », 21-46, Autrepart, n° 8, 1998.
- DORY, D. « *Géographie électorale et ethnopolitique en Bolivie* », 239-252, in *Voter dans les Amériques, sous la direction de J.M. Blanquer & All.* Editions de l'Institut des Amériques, Paris, 2005.
- FRANQUEVILLE, A. *La Bolivie d'un pillage à l'autre* Presses du Mirail, 292 p., Toulouse, 2000.
- GARCIA LINERA, A. *Sindicato, multitud y comunidad. Movimientos sociales y formas de autonomía política en Bolivia*, 2001.
- GIRONDA, *Coca immortal*. Plural, 431 p., La Paz, 2001.
- GONZALÈS, I. & GOZALVÈS, B. & ROUX, J. C. « *Bolivia : emergencia de nuevas disparidades espaciales. Análisis cartográfico de los censos de 1976 y 1992* », 85-115, in : *Dinamicas territoriales*, Quito, 2001.
- KARSTEN, R. *La civilisation de l'empire inca*. Payot, 272 p., Paris, 1972.
- KLEIN, H. « *La estructura de las haciendas a fines del siglo XIX en Bolivia : Las provincias del norte del lago Titicaca* », 51-60, DATA, n° 1, La Paz, 1991.
- LAVAUD, J.P. *L'imbroglio bolivien : turbulences sociales et fluctuations politiques. 1952-1982*. Thèse de Doctorat d'Etat, 1 026 p., Paris IV, 1987.
- MANSILLA, H.C.F. « *Los mitos sociales en torno al problema coca-cocaina* », 2 002.
- MURRA, J.V. *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*. 339 p., IEP, Lima, 1975.
- OVANDO, J.A. *El tributo indígena en las finanzas bolivianas del siglo XIX*. La Paz, 1985.
- PEASE, Franklin, G.Y *Las crónicas de los Andes*. PUC. Fondo de Cultura económica, Instituto Rivera Aguero, 632 p., Lima. 1995.
- PERRIER, L. & ROUX, J.C. « *Le gaz du Sud bolivien ou la mondialisation face à la souveraineté perdue* », 167-187, *Annales de Géographie*, n° 630, 2003.
- PIEL, J. *Capitalisme agraire au Pérou*. Editions Anthropos, 330 p., Paris, 1975.
- ROUX, J.C. *De la hacienda a la reforma agraria : balance de una transformación radical de la agricultura boliviana. 1825-1950*, *Historia y Cultura*, n° 28-29, 223-252, La Paz, 2004.
- ROUX, J.C *La question agraire en Bolivie: une déchirure entre utopie millénariste et mondialisation débridée*. Editions de l'Harmattan, 345 p., 2006.
- ROUX, J.C. *La Bolivie orientale : confins inexplorés, battues aux Indiens et économie de pillage*. 316 p., L'Harmattan, Paris, 2000.
- US Army. *Area hand book for Bolivia*. The American University, Foreign Areas Studies, 449 p., 1963.
- UNTOJA, F. Ch. *Retorno al Ayllu. Una mirada aymara a la globalización*, 2 001.
- VARGAS VEGA, J.. *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. CIDES-UMSA, 2 t., La Paz, 2003.
- WACHTEL, N. *La vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole*. 395 p., NRF, Gallimard, Collection sciences humaines, Paris, 1971.
- WITTFOGEL, K. 1957. *Oriental despotism*. University Press. Yale, 1957.
- ZEBALLOS, H. « *Reflexiones sobre la ley INRA* », 40-49, *Umbrales*, n° 9, 2001.